



BILAN D'ACTIVITÉS ASSISTANCE

# SOUTIEN DES JOURNALISTES EN DIFFICULTÉS

//////////BILAN D'ACTIVITÉS DU BUREAU ASSISTANCE PAR PRISCA ORSONNEAU, MARTIAL TOURNEUR ET ALEXANDRA TRYJANOWSKI  
//////////////////////////////////// 06.2010 //////////////////////////////////////

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



Un journaliste persécuté dans son pays réfugié à la Maison des journalistes à Paris (AFP)

**Reporters sans frontières a créé le Bureau Assistance au siège à Paris en 2004. Un deuxième bureau a vu le jour à Berlin, en Allemagne, en début d'année 2010. Aides financières aux journalistes en difficulté et à leurs familles, mise en sécurité, soutien devant les organismes compétents en matière d'asile, aide matérielle aux médias, il répond à des besoins multiples et intervient essentiellement dans des situations d'urgence. Il est une composante centrale et encore peu connue du travail de Reporters sans frontières pour les journalistes et blogueurs en difficulté. Le travail est partagé entre les deux bureaux selon le pays d'origine des journalistes et des blogueurs dans le besoin. Les demandes faites depuis la Russie, la Communauté des Etats indépendants, et par des journalistes en exil en Allemagne reviennent au bureau de Berlin. Paris gère le reste, sauf accord contraire entre les deux bureaux.**

**E**n 2009, le bureau a aidé environ 150 journalistes et leurs familles sous la forme de «bourses d'assistance», d'un montant de 400 euros en moyenne : il s'agit notamment de prendre en charge les frais de justice quand les journalistes ou leurs proches engagent un procès, quand ils sont poursuivis pour leurs activités. Reporters sans frontières les aide dans l'organisation de leur défense en contribuant par

exemple aux frais d'avocats, comme cela est arrivé récemment en Thaïlande où un journaliste critique de la politique du pouvoir en place a été poursuivi pour « crime de lèse-majesté. » En Ouzbékistan, le bureau Berlin organise et finance les avocats pour soutenir plusieurs journalistes poursuivis par les autorités pour des motifs ineptes. Reporters sans frontières appuie également l'obtention d'une aide médicale : une allocation financière est souvent nécessaire pour des frais qui

Le département de Paris est géré par Martial Tourneur et Prisca Orsonneau ; celui de Berlin par Alexandra Tryjanowski. Tous les trois sont spécialisés dans le droit d'asile et des migrants.

Chiffres :  
 118 journalistes en exil aidés en 2009  
 Une soixantaine en cours depuis janvier 2010  
 Plus de 20 demandes expresses de visas pour la France abouties en 2009 (environ 15 concernant des journalistes iraniens et leurs familles) et des dizaines d'autres soutenues devant des Etats européennes, les USA, le Canada ou l'Australie.  
 9 cas iraniens soutenus par la section allemande.  
 130 000 euros versés en bourses d'assistance.

interviennent après une agression ou de mauvaises conditions de détention. « Nous avons eu le cas d'un journaliste en détention pendant plusieurs mois et qui n'a pas reçu les soins nécessaires à sa maladie. Elle s'est aggravée et il a besoin maintenant d'analyses qu'il n'a pas les moyens de payer. Nous sommes intervenus », explique Martial Tourneur, responsable suppléant du Bureau Assistance de Reporters sans frontières. En Irak, le bureau allemand a aidé un journaliste blessé par un attentat lors d'une conférence de presse. Reporters sans frontières alloue également des bourses dites de « protection » lorsque, par exemple, un professionnel de la presse a besoin de « se mettre au vert » pendant quelque temps. Nous pouvons payer un billet d'avion, un hôtel, etc. Ce sont des frais de secours, de mise en sécurité. Cette exfiltration n'est pas encouragée, elle représente l'ultime solution d'un mécanisme graduel de mise en sécurité. Pour ces journalistes menacés, la fuite répond à une nécessité de survie. « Enfin, nous pouvons assurer les besoins de première nécessité, ce qui est arrivé souvent dans les cas de journalistes iraniens en exil dont les comptes sont systématiquement bloqués par le régime, poursuit Prisca Orsonneau, responsable du bureau. Nous prenons en charge le logement et la nourriture. Il nous arrive d'allouer plusieurs bourses successivement. Ces allocations doivent rester une aide

d'urgence ; c'est pour cette raison que les montants sont adaptés à chaque situation. » En Azerbaïdjan, le bureau allemand soutient la famille d'un journaliste emprisonné pour ses prises de position contre le régime. Ses proches ont perdu leur travail suite aux poursuites menées contre lui. C'est là aussi que la coordination avec les autres organisations de défense des journalistes, comme Committe to Protect Journalists (CPJ), International Media Support (IMS), PEN International, est importante. « Nous travaillons en réseau, dit Martial. Nous échangeons sur les demandes qui nous arrivent, nous savons quel journaliste est aidé par les uns ou les autres. » Le soutien financier de Reporters sans frontières conclut un processus qui suppose, en amont, un travail d'identification qui consiste à bien se renseigner sur les journalistes en demande de soutien. En plus de leur faire remplir un formulaire d'informations, Reporters sans frontières ouvre une enquête auprès de ses correspondants sur place.

« Nous pouvons assurer les besoins de premières nécessités, ce qui est arrivé souvent dans les cas de journalistes iraniens en exil dont les comptes sont systématiquement bloqués par le régime »

« Quand la demande vient des chercheurs (les 6 journalistes au siège à Paris qui suivent toutes les exactions contre la presse dans le monde) nous avons des demandes très circonstanciées, ajoute Martial. Récemment nous avons eu le cas d'un Indonésien contraint à la clandestinité après avoir publié le résultat d'enquêtes sur la déforestation et le trafic de bois. Nous avons été alertés sur son cas par la personne en charge de la zone Asie.»

## Le bureau en Allemagne

2010 a vu l'ouverture d'un nouveau Bureau Assistance en Allemagne. Basé à Berlin et dirigé par Alexandra Tryjanowski, juriste spécialisée en droit des migrants et droit d'asile, le nouveau département partage une charge de travail croissante avec son homologue à Paris. Pendant les premiers mois de son existence, de janvier au début de juin 2010, le bureau s'est saisi de 32 cas. Le département a apporté une aide directe dans quatre pays de la CEI ainsi qu'en Irak. Le bureau a soutenu des journalistes iraniens et érythréens contraints de fuir vers des pays voisins, où ils ne sont toujours pas en sécurité. De nombreux journalistes iraniens qui ont trouvé refuge en Turquie ne bénéficient pas de conditions de sécurité suffisantes. Il a demandé à différents pays européens de leur délivrer des visas – ce qui représente l'un des plus grands défis pour ce bureau nouvellement créé. Le gouvernement allemand a récemment annoncé l'arrivée prochaine de réfugiés iraniens en provenance de Turquie. L'aide aux journalistes réfugiés en Allemagne représente également une part importante des attributions du bureau. Ces journalistes proviennent d'Afghanistan, du Bangladesh, du Pakistan et du Sri Lanka. Nous répondons à leurs questions relatives au droit des migrants, de séjour ou d'asile.

## L'EXIL ET LA DEMANDE D'ASILE

Les journalistes contraints de fuir leur pays se retrouvent le plus souvent bloqués dans des pays limitrophes du leur, comme récemment ce Somalien qui a franchi la frontière avec le Kenya mais risque encore des représailles des milices islamistes, ayant reçu des menaces de mort sur son portable. « Nous avons demandé au Haut Commissariat aux réfugiés des Nations-unies (UNHCR) sa mise en sécurité, en le transférant à Nairobi, la capitale, explique Prisca. Et nous continuons de soutenir sa demande d'asile. » L'organisation intervient pour appuyer un dossier, confirmer une identité, accélérer une procédure ou sécuriser un individu. Le Bureau Assistance envoie des lettres de soutien, dans un premier temps pour appuyer l'obtention du statut de réfugié des Nations unies. « Quand ils ne sont toujours pas en sécurité nous demandons qu'ils bénéficient du programme de réinstallation onusien. Pour ces procédures, il faut des arguments

solides, explique Martial, proximité géographique, preuves de risques... Malgré le danger, celle-ci peut être très longue à venir - plusieurs années parfois - entre les délais des procédures UNHCR et les enquêtes de moralités effectuées par les ambassades susceptibles d'accueillir l'individu. »

#### **CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PROTECTION DES JOURNALISTES EN EXIL**

Reporters sans frontières a rencontré en novembre 2009, Jacques Barrot, le vice-président de la Com-

missaires peuvent être relativement rapides quand le dossier est bien renseigné. Nous présentons souvent aux autorités un projet d'accueil. « Les démarches de notre part sont toujours des démarches fortes. Lorsque nous demandons à la France de délivrer un visa humanitaire à un journaliste, nous ne nous cachons pas derrière de faux prétextes. Cette honnêteté est à la base de notre crédibilité et des bonnes relations que nous entretenons avec les autorités, assure Martial. » « Nos demandes de visa prennent du temps, explique Alexandra Tryjanowski, nous avons un climat plutôt restrictif en Allemagne dès qu'il

« La solution que nous privilégions et souhaitons accroître, ce sont des mécanismes de protection sur place : quand un journaliste est en difficulté, la possibilité d'un exil interne au pays pendant une période donnée, le temps que la situation s'apaise. RSF peut alors prendre en charge les frais quotidiens et le matériel nécessaire à la poursuite de l'activité (Prisca Orsonneau). »

mission européenne afin qu'il intervienne auprès des 27 ministres européens responsables de l'asile pour mieux protéger les journalistes et défenseurs de la liberté d'expression. « La situation actuelle est dramatique et la plupart des journalistes réfugiés, provenant principalement d'Erythrée, d'Iran, d'Irak ou du Sri Lanka, connaissent des difficultés pour se mettre à l'abri. La longue attente dans les bureaux du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et le refus quasi systématique des ambassades occidentales de leur accorder des visas obligent une grande majorité d'entre eux à emprunter, au péril de leur vie, des filières d'immigration illégales », s'inquiète Prisca. Les demandes de visas auprès des autorités fran-

est question de visa d'urgence. Pour les journalistes iraniens qui ont fui en Turquie nous avons fait des demandes depuis novembre, pour l'instant nous n'avons eu aucune réponse positive. » Le Bureau Assistance offre également une information adaptée aux réfugiés en quête d'une protection internationale et met à leur disposition un Guide pratique. Les professionnels des médias fuyant les persécutions sont fragilisés, souvent en état de choc, et totalement dépourvus face aux démarches à entreprendre. Faute d'informations, certains prennent des risques démesurés, se retrouvent piégés ou victimes de procédures abusives. ●

#### **LA MAISON DES JOURNALISTES**, située rue

Cauchy à Paris dans le 15ème arrondissement, accueille 30 journalistes en exil par an pour des séjours maximum de 6 mois. Plus qu'un hébergement, elle permet aux journalistes de toutes origines qui y résident de se reconstruire peu à peu dans l'attente de la délivrance du statut de réfugié par la France. Les résidents partagent, entre confrères, leurs expériences de la répression, de l'exil, leurs angoisses et leurs espoirs pour l'avenir

<http://www.maisondesjournalistes.org/index.php>



Forto place : à Asmara, tout ce qui concerne les médias se trouve regroupé. Forto Place est un bâtiment qui rassemble le ministère de l'Information et les différents médias, tous sous le contrôle de l'Etat. Les fonctionnaires du ministère rédige des articles et des points de vues qui traduisent la ligne politique du gouvernement et alimentent les rédactions.

lui coutera cher. Un soir, en mars 2008, Agil sort du bureau un peu tard. La nuit est tombée depuis longtemps et il doit prendre le métro, à une centaine de mètres, pour regagner son domicile. Deux hommes l'attendent à un carrefour, le coince et l'un d'eux lui enfonce un couteau qui, par miracle, passe quelques millimètres au-dessus du cœur. « La tentative d'assassinat a été très médiatisée, raconte-Agil. A l'hôpital j'ai reçu les visites d'ambassadeurs, d'organisations. La police des polices a pris le contrôle de l'enquête. » Pas pour longtemps. Des dossiers disparaissent, l'investigation s'enlise. « Quelques semaines après ma sortie de l'hôpital, j'ai été convoqué au bureau de police, chez mon père, où je me reposais. On m'a littéralement séquestré, et forcé à reconnaître comme mes assassins deux personnes que je n'avais jamais vues et qui n'avaient rien à voir avec l'affaire. J'ai refusé bien sûr. Mais il y a quand même eu un procès contre l'un de deux hommes qui a été arrêté et condamné à 2 ans de prison. Il a été relâché au bout de 3 mois. » Agil reprend son travail. Et là deuxième tentative d'assassinat. « On me pousse sur les rails du métro. Qui stoppe juste un mètre devant moi. » A partir de ce jour, le jeune journaliste reste cloîtré chez lui et n'ose plus sortir. « J'ai tout le temps peur. C'est là

« Je me souviens dans l'avion j'avais tellement peur que je ne voulais pas qu'il atterrisse. Une personne de RSF à l'aéroport était là pour m'accueillir. »

que RSF est rentré en contact avec mon directeur et l'a persuadé que je devais quitter l'Azerbaïdjan. Deux gardes du corps le suivent en permanence. « J'obtiens un visa grâce au soutien de RSF qui monte mon dossier. A la douane, cela a encore été compliqué, les autorités ne voulaient pas me lâcher. On glisse de la cocaïne dans mon sac, je suis arrêté et retenu 24 heures en transit. Je cru que je ne partirai jamais et que tout était foutu. Mais grâce aux pressions diplomatiques, j'ai pu embarquer. « Je me souviens dans l'avion j'avais tellement peur que je ne voulais pas qu'il atterrisse. Une personne de RSF à l'aéroport était là pour m'accueillir. » Après un séjour à la Maison des journalistes, il trouve un petit studio dans le 15e. Maintenant j'apprends le français ; je refais ma vie je n'ai aucune intention de rentrer en Azerbaïdjan dans l'immédiat où je suis un homme mort. Je continue de participer gratuitement à mon journal. Reporters sans frontières, c'est devenu comme une deuxième famille. Je peux venir au bureau, je suis toujours bien accueilli ; j'ai toujours quelqu'un à qui parler. Au début c'est très important psychologiquement. »

## AMANUEL GHIRMAI - ERYTHRÉE

Amanuel vit à la Maison des journalistes depuis janvier dernier. Il a fui son pays, une dictature ubuesque: l'Erythrée. « J'étais étudiant en anglais à la fin de mes études, au début des années 2000, j'ai été mobilisé par le gouvernement militaire pour intégrer le ministère de l'Information. Au début je travaillais pour la Radio Dmtsi Hatash, puis pour le quotidien Hadas Eritrea. Tous les journaux sont contrôlés par le gouvernement ; il n'y a pas de presse indépendante ou privée. Ensuite au bout de quelques mois j'ai intégré l'unité « Corne de l'Afrique » du Ministère de l'information dont je suis devenu responsable. Mon travail consistait à collecter l'information et faire des analyses que j'envoyais aux chaînes et aux journaux et pour être reprises. J'étais en charge particulièrement de la Somalie. J'aimais beaucoup mon travail au début des années



Amanuel Ghirmai

2000, et puis tout a changé en 2003. Il y eu une descente de la Sécurité nationale qui ont scanné tous les ordinateurs et tous les emails des collaborateurs. Ils étaient à la recherche de quelque chose ; plusieurs journalistes ont été accusés d'entretenir des liens d'organisations internationales, sans qu'ils mettent un nom dessus. Des amis à moi ont été arrêtés. C'est là que mon chef a commencé à me mener la vie dure. A critiquer mes papiers, à considérer que je n'étais pas dans la ligne du gouvernement. S'il avait voulu se débarrasser de moi, il ne s'y serait pas pris autrement. « Non, je veux la vraie information ! » qu'il me répétait. Je me souviens que j'avais à écrire un article sur Reporters sans frontières qui depuis très long-

## Interview de Delbar Tavakoli, journaliste iranienne

**Delbar Tavakoli, une des premières journalistes à avoir fui l'Iran en juillet 2009, a motivé le lancement par Reporters sans frontières de la campagne de demandes de visas pour les journalistes iraniens en exil. Après avoir tenté de lui faire rejoindre son oncle en Suède, Reporters sans frontières a demandé aux autorités françaises de lui délivrer un visa en octobre 2009. Notre organisation l'a également soutenue financièrement à plusieurs reprises en Turquie, où elle a passé ses premiers mois d'exil.**

*Quand avez-vous commencé votre carrière journalistique ?*  
J'ai commencé en 1995, après avoir obtenu une licence de physique. Mes études ne me destinaient pas au journalisme, mais j'ai saisi l'opportunité d'une offre d'emploi au sein du journal *Zaman*. J'ai ensuite travaillé pour plusieurs journaux sur de sujets divers : économie, politique, social. J'aimais couvrir les problèmes sociaux, tels que la situation des femmes, les enfants des rues ou la vie carcérale en Iran. J'ai été amenée à traiter de l'économie et du tourisme. Ceci m'a permis de voyager, de sortir du pays, ce qui d'habitude est impossible pour une femme.

*Vous avez été menacée par les autorités iraniennes en raison de vos activités journalistiques ? Quand les menaces ont-elles commencé ?*

La pression des autorités existait déjà envers les journalistes critiques avant la réélection de Mahmoud Ahmadinejad. Mais les choses ont empiré après. Il était difficile de travailler au journal *Sarmayeh* (principale source de critique économique du gouvernement, le journal a ensuite été suspendu en octobre 2009). J'ai été obligée de fuir en raison de mes liens avec Neda Aghasoltan, assassinée par les Gardiens de la révolution islamique en juin 2009, et des informations que j'ai fournies à la BBC.

*Vous avez réussi à rejoindre la Turquie en juillet 2009. Pouvez-vous nous parler de votre quotidien et du UNHCR ?*

Quand je suis arrivée en Turquie, je pensais que je ne resterais que quelques semaines et que je pourrais très vite rentrer en Iran. Après un mois, la situation empirait. Je suis restée neuf mois en Turquie, avant de rejoindre la France. Les trois derniers mois furent terribles. Nous n'étions pas autorisés à quitter la ville. Bien que le UNHCR m'ait accordé sa protection, je devais me

présenter deux fois par semaine à la police turque. Les agents du UNHCR voient que les réfugiés sont maltraités par la police mais ils ferment les yeux. Je pense qu'il faudrait retirer l'emblème des Nations unies qui est à l'entrée des locaux UNHCR. Le UNHCR collabore avec la police turque. Les informations que l'ont donné au UNHCR sont normalement confidentielles mais un jour un chef de la police m'a menacé en me disant qu'il savait très bien qui j'étais et pour quel médias j'avais travaillé. La police turque a demandé des informations sur moi à mes confrères qui m'en ont informé. Le UNHCR est témoin de tout ça.

*Comment avez-vous vécu votre arrivée en France ?*

Les premiers jours, je me suis sentie suivie. J'avais peur de la police. Aujourd'hui, nous sommes en juin 2010, je suis iranienne et je suis en France. Je me souviens lorsque nous avons organisé une chaîne humaine verte, il y a un an. J'étais parmi ceux qui voulaient le changement. J'ai été trompée, le gouvernement nous a trahis. L'exil ne commence pas avec moi et ne finira pas avec moi. Aujourd'hui je vis à la Maison des journalistes. Il y a beaucoup de nationalités différentes et je vois que d'autres pays ont les mêmes problématiques qu'en Iran. Reporters sans frontières fait un travail très important et difficile. Il faut parler du monde entier. L'organisation apporte un soutien, c'était important pour moi car je savais que je pouvais compter sur « quelqu'un ».

*Comment suivez-vous l'évolution de la situation dans votre pays ?*

J'ai beaucoup d'informations grâce à Facebook, au monde virtuel. J'ai des nouvelles de mes amis et de mes confrères. Facebook me permet de me tenir au courant des événements. Je suis en France et je n'ai pas eu le choix. Je suis une réfugiée. Je suis là pour être la voix des sans voix en Iran et en Turquie car il y a encore beaucoup d'Iraniens en Turquie.

Delbar Tavakoli



temps dénonce la situation en Erythrée. Il m'a accusé d'être en faveur de l'ONG, d'apprécier ses idées. C'était le début d'une mise à l'écart et je n'avais pas envie de finir ma vie en prison comme certains de mes amis. J'ai réfléchi et j'ai décidé de partir. J'ai payé un passeur 1500 euros et j'ai fui en Éthiopie. Je suis resté dans un camp du HCR près de la frontière, mais c'était encore trop dangereux. L'armée érythréenne envoie souvent des sbires pour régler des comptes, et ramener les dissidents au pays. Au bout d'un mois j'ai été transféré à Addis-Abeba où j'ai partagé une maison avec d'autres érythréens. Je n'ai attendu que 6 mois pour obtenir un visa de la France. Pendant toutes les démarches, j'ai été soutenu et guidé par

Reporters sans frontières qui connaissaient mon cas. RSF avait fait une demande visa express, motivée par le fait que j'allais rejoindre la radio Erena à Paris : j'avais un projet professionnel. En janvier 2010, j'étais en France. Ma femme, elle aussi, a fui le pays. J'espère qu'elle pourra me rejoindre bientôt. RSF a financé le montage d'une radio libre qui émet depuis Paris en Tigrinya, la langue érythréenne, animé par le journaliste Biniyam Simon et qu'Amanuel a rejoint cette année. ●

## RECOMMANDATIONS

PAR PRISCA ORSONNEAU - RESPONSABLE DU BUREAU ASSISTANCE

- Les Etats d'origine, en partenariat avec les ONG locales, doivent mettre en œuvre des procédures internes de protection, de mise en sécurité quand leur nationaux sont menacés du fait de leur activité. L'exil d'un journaliste est toujours la perte d'un témoin précieux sur la situation d'un pays.
- Les autorités de ces pays doivent lutter contre l'impunité des oppresseurs de journalistes. Ils doivent rendre possible les enquêtes sur place pour éviter que les agresseurs ne continuent en toute impunité de les malmenés.
- Dans les cas où la sécurité des journalistes ne peut être assurée et où ils sont contraints de fuir pour survivre, les consulats et ambassades de pays sûrs doivent être ouverts à ces défenseurs des droits de l'homme pour leur offrir un refuge dans les cas de dangers imminents. Il est aberrant de constater que les barrières administratives ou le scepticisme quant à leur situation de détresse empêchent ces journalistes d'accéder à un refuge efficace. L'immobilisme de certains gouvernements occidentaux est incompréhensible alors que le bilan des journalistes tués et emprisonnés ne cesse de s'alourdir comme en Iran. Ils ne peuvent plus se dissimuler derrière les formalités du UNHCR en évoquant la possibilité d'une réinstallation dont la procédure est extrêmement longue, l'aboutissement souvent incertain et les conditions de mise en sécurité du réfugié inexistantes.
- Le UNHCR doit aider la réinstallation rapide des journalistes. S'il s'avère dans l'incapacité de proposer une protection adéquate aux journalistes

et défenseurs des droits de l'homme en général, le Haut Commissaire doit se déterminer clairement sur ce sujet afin d'améliorer leur situation.

- Dès lors, le Haut Commissaire doit prévoir une révision de la Convention de Genève qui prendra en compte une réelle procédure d'urgence pour les cas de menaces individuelles et ciblées contre les défenseurs des droits de l'homme, ou une déclaration aux Etats tiers les appelant à mettre en place des procédures d'entrée protégée, en dehors des procédures et quotas de réinstallation.
- Enfin, il est impératif que les pays occidentaux mettent en place une véritable politique d'accueil. Des centres d'accueil comme la Maison des journalistes à Paris doivent être ouverts dans d'autres pays. Certaines universités ou fondations proposent des abris temporaires permettant aux professionnels des médias de recevoir protection et formation le temps que la situation s'améliore. Il faut que les écoles de journalistes, les fondations, les mécènes, les médias se mobilisent et multiplient ce genres d'initiatives, afin de mettre en place des solutions alternatives qui permettraient d'offrir aux journalistes menacés, pendant plusieurs mois, une formation, un stage, et une protection le temps que la situation s'apaise dans leur pays. Un abri temporaire allié à une formation permettrait aux professionnels des médias de poursuivre leur activité pendant leur exil et que leur voix soit toujours entendue. ●

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
**POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Secrétariat international  
**REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

47 rue vivienne  
75002 Paris - France  
Tel. 33 1 44 83 84 84  
Fax. 33 1 45 23 11 51  
Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)  
E-mail : [rsf@rsf.org](mailto:rsf@rsf.org)

Ambroise Pierre - Bureau Afrique : [afrique@rsf.org](mailto:afrique@rsf.org)  
Benoit Hervieu - Bureau Amériques : [ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org)  
Vincent Brossel - Bureau Asie : [asie@rsf.org](mailto:asie@rsf.org)  
Elsa Vidal - Bureau Europe : [europa@rsf.org](mailto:europa@rsf.org)  
Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : [moyen-orient@rsf.org](mailto:moyen-orient@rsf.org)  
Lucie Morillon - Bureau Internet : [internet@rsf.org](mailto:internet@rsf.org)  
Contact Presse : [presse@rsf.org](mailto:presse@rsf.org)

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

! Secrétaire général : **Jean François Julliard** ! Directeur des publications : **Gilles Lordet**